

OPERATION SANGARIS

Hommage aux deux soldats
français morts dans le cadre de
l'opération "Sangaris", le 10
décembre à Bangui
(Centrafrique)



Montage
RATZEL PATRICIA

*L'opération militaire "Sangaris", un
papillon rouge sang*



EN DEUIL





le soldat de 1re classe Nicolas VOKAER

Le soldat de 1re classe Antoine LE QUINIO



Deux soldats du 8eme RPIMA de Castres, âgés de 22 et 23 ans, ont été tués lors d'un accrochage à Bangui, la capitale de la république centrafricaine, dans la nuit de lundi à mardi, en marge de l'opération française "Sangaris" pour rétablir la sécurité dans le pays.



A Bangui, dans la nuit du 9 au 10 décembre 2013, peu avant minuit, une section de la force Sangaris a été prise à partie à très courte distance au cours d'une patrouille à pied conduite dans le cadre de la mission de désarmement des groupes armés présents dans la capitale centrafricaine. Les militaires français ont immédiatement riposté. Durant l'échange de tirs, deux militaires français ont été grièvement blessés. Ils ont immédiatement été pris en charge par leurs camarades avant d'être évacués vers l'antenne chirurgicale avancée (ACA) sur l'aéroport de M'Poko, où ils sont décédés des suites de leurs blessures. Les militaires français tués au cours de cette action sont deux soldats du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de Marine (8e RPIMa) de Castres. Il s'agit des deux premiers militaires français à mourir au combat depuis le début de l'opération Sangaris en République Centrafricaine.







Le 2 octobre 2013, au terme de quatre mois de missions en République Centrafricaine dans le cadre de l'opération Boali, une compagnie du 16e bataillon de chasseurs (16e BC) de Bitche a été relevée par une compagnie du 21e régiment d'infanterie de marine (21e RIMa). - EMA / armée de Terre



Le colonel Yvan Gouriou, à la tête du 27ème bataillon de chasseurs alpins.



**Maintenir ouvert
l'aéroport
de
Bangui est un
enjeu capital**

Le général Jean-Félix Akaga
qui commande la Fomac



Les soldats de la Fomac en patrouille autour de Bossangoa.



© REUTERS/Luc Gnago

Le général Jean Felix Akaga,
commandant de la FOMAC à Bangui



l'aéroport de Bangui (Centrafrique)



Les hommes du 27ème bataillon de Chasseurs alpins sécurisent l'aéroport de Bangui

l'aéroport de Bangui (Centrafrique)



Les hommes du 27ème bataillon de Chasseurs alpins sécurisent l'aéroport de Bangui

l'aéroport de Bangui (Centrafrique)



Les hommes du 27ème bataillon de Chasseurs alpins sécurisent l'aéroport de Bangui

En début de soirée, le Président de la République, Monsieur François Hollande, s'est rendu à Bangui auprès des militaires français déployés sur l'aéroport de M'Poko. A son arrivée, il a été accueilli par le premier ministre centrafricain, Monsieur Nicolas Tiangaye, par le chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Edouard Guillaud, par le commandant de la force Sangaris, le général de brigade Francisco Soriano, et par l'ambassadeur de France en Centrafrique, Monsieur Charles Malinas. Il s'est dans un premier temps recueilli devant les corps des deux militaires français morts au combat dans la nuit avant de s'adresser aux militaires français déployés sur l'aéroport de M'Poko. Il s'est ensuite entretenu avec les autorités militaires et avec les autorités de transition centrafricaines.



François Hollande est arrivé à Bangui.

Capture BFMTV



Un soldat français monte la garde à l'aéroport de Bangui (Centrafrique), le 28 mars 2013. (SIA KAMBOU / AFP)



La France poursuit avec la Force multinationale des Etats d'Afrique de l'ouest (FOMAC) le désarmement de façon impartiale de l'ensemble des éléments armés qui n'ont pas déposé les armes, conformément aux mesures énoncées et relayées par l'autorité de transition le 7 décembre. Celles-ci stipulent que seules les forces armées de police et de gendarmerie sont autorisées à circuler dans la capitale dès lors qu'elles portent un uniforme et des signes distinctifs formels ; que le port d'arme est prohibé pour tout autre individu et enfin que tous les membres des groupes armés doivent se rendre dans un point unique de cantonnement.

Le but de ces mesures est de créer les conditions sécuritaires minimales pour la prise en charge de la situation par la future Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA).

Au nord, dans la région de Bossangoa, les militaires français ont poursuivi leurs patrouilles.

Environ 1600 militaires français sont actuellement déployés en République Centrafricaine. Lancée le 5 décembre 2013 par le Président de la République, l'opération *Sangaris vise à rétablir une sécurité minimale en République Centrafricaine et à faciliter la montée en puissance de la MISCA et son déploiement opérationnel.*

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense



Des anciens rebelles de la Séléka, le 8 octobre 2013 à Bangassou (Centrafrique). (ISSOUF SANOGO / AFP)





« Vol à haut risque pour un papillon », s'exclame L'Observateur Paalga, un papillon ? C'est-à-dire, Sangaris, le nom de l'opération française en RCA, tiré donc du nom d'un papillon africain. Déjà deux militaires français tués. A Bangui, « c'est une Lapalissade que d'affirmer que la situation reste instable, relève le quotidien burkinabé, avec des pillages et des représailles contre les civils musulmans. »

L'opération devrait donc durer un certain temps, constate L'Observateur Paalga : « Sangaris, qui avait d'abord été présentée comme une intervention relativement rapide et à vocation essentiellement "humanitaire", vise aujourd'hui, selon Paris, à désarmer tous les groupes armés, à ramener la stabilité dans un pays en totale décomposition et, à moyen terme, à y organiser des élections libres. Un objectif que toute l'Afrique soutient de tous ses vœux. » En effet, renchérit Le Républicain à Bamako, « la France, une fois de plus, défend une cause juste et noble. Quand les autres font semblant. A cette France là, on ne peut que tirer le chapeau et lui souhaiter le minimum de dégâts. »

Le Républicain qui relève par ailleurs que l'opération française en Centrafrique n'a rien à voir avec celle menée au Mali. « Bangui ne sera pas comme Tombouctou », titre le journal. « Aqmi au Mali a un turban, une barbe et une Toyota tout terrain. L'ennemi de la France à Bangui prend de la bière et mange du manioc comme tout le monde. (...) Au Mali, poursuit Le Républicain, le ver était avancé mais il n'était pas dans le fruit. Il s'est arrêté aux portes de Konna et les bombardements de Serval l'ont traqué jusque dans les contreforts de Tegharghare. Or, cette fois-ci, le ver est à Bangui, relève le quotidien malien, dans Bangui même, la capitale, que Sangaris se donne pour mission de sauver contre les violences des deux groupes : Séléka et anti balakas. Citoyens rangés et apeurés le jour, meurtriers possibles la nuit. »

Double front

L'armée française est donc engagée, en Afrique, sur deux fronts bien différents... L'un centrafricain, l'autre malien, avec une nouvelle offensive en début de semaine contre les jihadistes. « *Décidément, relève Le Pays au Burkina, 2013 aura été l'année de l'armée française en Afrique. En effet, au moment où un détachement de 1 600 soldats français est en train de se déployer en RCA, pour désarmer les rebelles de l'ex-Séléka, un autre contingent français est en guerre contre les jihadistes au Nord-Mali. Hé oui, l'armée française est engagée depuis lundi dans un combat sans merci contre des positions de groupes insurgés liés à Aqmi. 19 jihadistes ont déjà été tués lors de cette reprise des hostilités dans le nord du Mali.* »

Et Le Pays de s'interroger : « *le Mali est-il donc en train de s'enfoncer dans une guerre sans fin ? Au regard de la situation actuelle, on peut certes convenir que le plus dur est passé, mais on ne peut contester le fait que la menace terroriste est toujours présente dans ce pays.* »

Et puis autre question posée par le quotidien burkinabé : « *jusqu'à quand la France tiendra-t-elle ce rôle qui, il faut le dire, incombe avant tout aux armées africaines ? Hier au Mali, aujourd'hui en RCA, la France pourra-t-elle répondre à un autre appel au secours, si d'aventure, un autre front venait à s'ouvrir demain dans une autre partie de l'Afrique ? Assurément non, répond Le Pays. Elle ne pourra pas se déployer indéfiniment sur le continent. Par contre, l'international terroriste en a bien les possibilités.* »



Le général Francisco Soriano, commandant des Forces françaises au Gabon (FFG) depuis cet été, dirige l'opération Sangaris



Le général Francisco Soriano



Le général Francisco Soriano, commandant des Forces françaises au Gabon (FFG) depuis cet été, va diriger l'opération Sangaris de soutien à la MISCA africaine. En toute logique puisque la Centrafrique dépend des FFG de Libreville dans le dispositif prépositionné français. En janvier pour le Mali, de la même manière, le général Grégoire de Saint-Quentin s'était vu confier le commandement de l'opération Serval alors qu'il était chef des Éléments français au Sénégal (EFS).

Le général Soriano, 54 ans, est issu des troupes de marine. Il fut chef de corps du 11e RAMa (artillerie de marine) de Saint-Aubin-du-Cormier de 2002 à 2004. Promu général de brigade en 2011, il dirige la 7e brigade blindée, dont l'état-major se situe à Besançon. Le général de brigade Francisco Soriano a assuré le commandement du contingent des éléments français (NCC) en Afghanistan lors du désengagement et la dissolution de la force Pamir de décembre 2012 à mai 2013.



François Hollande rend hommage aux deux soldats français morts dans le cadre de l'opération "Sangaris", le 10 décembre à Bangui (Centrafrique)

Crédit : AFP

FIN TOUT DU NET

Merci pour les commentaires et les photos

Pour la plupart des photos
crédit ECPAD

Sirpa Air
Sirpa Terre
REUTERS